

**BUREAU METROPOLITAIN DU
LUNDI 27 JUIN 2022**

NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 16		
QUORUM : 9		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
16	0	0
OBJET DE LA DECISION		
N° 22/360		
22CONV06 - CONVENTION POUR LA CONSTITUTION D'UN GROUPEMENT DE COMMANDES AVEC LE SCOT PROVENCE MEDITERRANEE ET LA METROPOLE TPM - ACCORD-CADRE DE PRESTATIONS DE TRAVAUX D'IMPRESSION DE PRODUITS DE COMMUNICATION - AUTORISATION DE SIGNATURE		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Hubert FALCO.

PRESENTS :

M. Ange MUSSO, M. Hubert FALCO, M. Robert BENEVENTI, M. Jean-Sébastien VIALATTE, M. Christian SIMON, M. Robert CAVANNA, M. Gilles VINCENT, M. Hervé STASSINOS, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Francis ROUX, Mme Nathalie BICAIS, M. Thierry ALBERTINI, M. Jean-Louis MASSON, M. Jean-Pierre COLIN, M. Arnaud LATIL, M. Yannick CHENEVARD.

DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 22/360

BUREAU DU 27 JUIN 2022

**O B J E T : 22CONV06 - CONVENTION POUR LA CONSTITUTION
D'UN GROUPEMENT DE COMMANDES AVEC LE SCOT
PROVENCE MEDITERRANEE ET LA METROPOLE TPM
- ACCORD-CADRE DE PRESTATIONS DE TRAVAUX
D'IMPRESSON DE PRODUITS DE COMMUNICATION -
AUTORISATION DE SIGNATURE**

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU l'article L.2113-6 du Code de la Commande Publique,

VU le décret n°2017-1758 du 26 décembre 2017 portant création de la métropole Toulon-Provence-Méditerranée,

VU la délibération n°21/12/406 du 16 décembre 2021 portant délégations au Président et au Bureau,

VU le projet de convention annexé à la présente,

CONSIDERANT que la Métropole TPM et le SCOT Provence Méditerranée ont des besoins similaires en matière de prestations de travaux d'impression de produits de communication,

CONSIDERANT qu'il est nécessaire de constituer un groupement de commandes afin de réduire les coûts,

CONSIDERANT que les membres souhaitant adhérer à ce groupement sont le SCOT Provence Méditerranée et la Métropole Toulon Provence Méditerranée, cette dernière étant coordonnateur du groupement,

CONSIDERANT que le groupement de commandes donnera lieu à un Accord cadre à bons de commande en 4 lots conclu pour une durée initiale de 1 an reconductible 3 fois 1 an,

CONSIDERANT que les masses annuelles sont réparties entre le SCOT Provence méditerranée et la Métropole Toulon Provence Méditerranée de la façon suivante :

LOTS	Métropole TPM	SCOT Provence Méditerranée
Lot 1 : Brochures	Mini : 33 000 euros HT Maxi : 333 000 euros HT	Mini : 500 euros HT Maxi : 5 000 euros HT
Lot 2 : Dépliants, flyers, plans	Mini : 16 000 euros HT Maxi : 160 000 euros HT	Mini : 500 euros HT Maxi : 5 000 euros HT
Lot 3 : Carterie	Mini : 12 500 euros HT Maxi : 50 000 euros HT	Mini : 500 euros HT Maxi : 5 000 euros HT
Lot 4 : Reprographie	Mini : 16 000 euros HT Maxi : 160 000 euros HT	Mini : 500 euros HT Maxi : 5 000 euros HT

Montants reconduits à l'identique les trois autres années.

CONSIDERANT que le total estimatif pour le groupement de commandes sur la durée totale maximale du marché est de 1 442 000 € HT,

CONSIDERANT que chaque membre du groupement gère, à la notification du marché, l'exécution intégrale de son marché,

Et après en avoir délibéré,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'ADOPTER l'exposé qui précède.

ARTICLE 2

D'ADHERER au groupement de commande relatif aux prestations de travaux d'impression de produits de communication pour le SCOT Provence Méditerranée et la Métropole TPM.

ARTICLE 3

D'AUTORISER Monsieur le Président à signer la convention de groupement de commandes entre la Métropole Toulon Provence Méditerranée et le SCOT Provence Méditerranée.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 27 juin 2022

Hubert FALCO

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée
Ancien Ministre

POUR	16
CONTRE	0
ABSTENTION	0





**22CONV06-CONVENTION POUR LA
CONSTITUTION D'UN GROUPEMENT DE
COMMANDES
EN APPLICATION DE L'ARTICLE L2113-6 DU**

**Prestations de travaux d'impression de
produits de communication pour le
groupement de commandes Métropole
Toulon Provence Méditerranée et SCOT
Provence Méditerranée**

SOMMAIRE

1 – OBJET DE LA CONVENTION	3
2 – MODALITES D'ADHESION ET DE SORTIE DU GROUPEMENT	5
3 – DESIGNATION DU COORDONNATEUR DU GROUPEMENT	5
4 – MISSION DU COORDONNATEUR DU GROUPEMENT	5
5 – COMMISSION D'APPEL D'OFFRES DU GROUPEMENT	5
6 – OBLIGATIONS DES MEMBRES DU GROUPEMENT	6
7 – FINANCEMENT – INDEMNISATION DES FRAIS	6
8 – DUREE DU GROUPEMENT	7
9 - CONTROLE ADMINISTRATIF ET TECHNIQUE	7
10 - MESURES COERCITIVES - RESILIATION	7
11 – LITIGES.....	7

ENTRE LES SOUSSIGNES

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, représentée par Monsieur Hubert FALCO, Président, agissant par délibération n°..... en date du déposée à la Préfecture du Var le Ci-après désignée TPM.

Et

Le Syndicat Mixte SCoT Provence Méditerranée, représenté par Monsieur Robert BENEVENTI, Président, agissant par décision du conseil d'administration n° en date du, déposée à la Préfecture du Var le

PREAMBULE

Toulon Provence Méditerranée et le Syndicat Mixte SCoT Provence Méditerranée, dans une optique d'efficacité et de bonne gestion des deniers publics, projettent de créer un groupement de commandes couvrant leurs besoins respectifs en travaux d'impression et reprographie.

Les pouvoirs adjudicateurs ont décidé par la présente convention de constituer un groupement de commandes régi par les dispositions des articles L. 2311-6 à L. 2113-8 du Code de la commande publique concernant les travaux d'impression de produits de communication, pour une durée d'un an, reconductible 3 fois pour la Métropole Toulon Provence Méditerranée et le SCoT Provence Méditerranée.

De plus, les prestations relevant du SCOT Provence Méditerranée représentent une masse infime au regard de l'estimation du marché

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet, conformément aux dispositions de l'article L. 2113-7 du Code de la commande publique de constituer un groupement de commandes entre les personnes visées ci-dessus et de définir ses modalités de fonctionnement.

La présente convention et le principe du groupement de commandes ont été adoptés par délibérations visées ci-dessus.

Ce groupement de commande donnera lieu, pour l'ensemble des membres, à un marché de **Prestations de travaux d'impression de produits de communication** pour la Métropole Toulon Provence Méditerranée et le SCoT Provence Méditerranée passé selon une procédure formalisée d'appel d'offres ouvert conformément aux dispositions des articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° (AO ouvert) et R. 2161-2 à R. 2161-5 (ACC) du Code de la commande publique.

L'Accord cadre est conclu pour une durée de 1 an, reconductible 3 fois.

Les masses annuelles sont réparties entre la Métropole TPM et le SCoT Provence Méditerranée

de la façon suivante :

Lot 1 Brochures

Pour la Métropole TPM

Mini 33 000 euros HT

Maxi 333 000 euros HT

Pour le SCOT Provence Méditerranée

Mini : 500 euros HT

Maxi : 5 000 euros HT

Montant reconduit à l'identique les trois autres années

Lot 2 Dépliants, flyers, plans

Pour la Métropole TPM

Mini : 16 000 euros HT

Maxi : 160 000 euros HT

Pour le SCOT Provence Méditerranée

Mini : 500 euros HT

Maxi : 5 000 euros HT

Montant reconduit à l'identique les trois autres années

Lot 3 Carterie

Pour la Métropole TPM

Mini : 12 500 euros HT

Maxi : 50 000 euros HT

Pour le SCOT Provence Méditerranée

Mini : 500 euros HT

Maxi : 5 000 euros HT

Montant reconduit à l'identique les trois autres années

Lot 4 Reprographie

Pour la Métropole TPM

Mini : 16 000 euros HT

Maxi: 160 000 euros HT

Pour le SCOT Provence Méditerranée

Mini : 500 euros HT

Maxi : 5 000 euros HT

Montant reconduit à l'identique les trois autres années

Pour le groupement, le total estimatif pour la durée totale du marché reconductions comprises est réparti comme suit :

Montant TPM lot 1 : $166\,500 \times 4 = 666\,000$ € HT

Montant SCoT lot 1 : $1\,500 \times 4 = 6\,000$ € HT

Montant TPM lot 2 : $80\,000 \times 4 = 320\,000$ € HT

Montant SCoT lot 2 : $2\,000 \times 4 = 8\,000$ € HT

Montant TPM lot 3 : $25\,000 \times 4 = 100\,000$ € HT

Montant SCoT lot 3 : $500 \times 4 = 2\,000$ € HT

Montant TPM lot 4 : $80\,000 \times 4 = 320\,000$ € HT

Montant SCoT lot 4 : $5\,000 \times 4 = 20\,000$ € HT

2 – MODALITES D'ADHESION ET DE SORTIE DU GROUPEMENT

L'adhésion au groupement de commande est subordonnée :

- à l'adoption d'une délibération de l'assemblée délibérante approuvant le principe du groupement de commandes et le présent acte constitutif ;
- à la signature de la présente convention ;
- au respect de l'ensemble de ses dispositions.

Toute nouvelle adhésion est, en outre, soumise à l'approbation de l'ensemble des membres du groupement, à la signature d'un avenant à la présente convention et au respect de l'ensemble de ses dispositions éventuellement modifiées par l'avenant.

Une délibération modifiant la composition du groupement devra être prise par chacun des membres du groupement.

Si l'un des membres souhaite quitter le groupement, les autres membres statueront sur l'opportunité de maintenir ce groupement.

La disparition du groupement constitue l'un des cas de résiliation de la présente convention.

Si le maintien du groupement est décidé, un avenant à la présente convention devra être établi.

Dans ces conditions, une délibération modifiant la composition du groupement devra être prise par chacun des membres du groupement.

Toute modification du présent acte doit être approuvée dans les mêmes termes par l'ensemble des membres du groupement.

3 – DESIGNATION DU COORDONNATEUR DU GROUPEMENT

Les membres du groupement désignent en qualité de coordonnateur :

- la Métropole Toulon Provence Méditerranée (M.T.P.M).

En cas de changement de coordonnateur, les membres du groupement devront établir un avenant pour substituer le nouveau coordonnateur à l'ancien.

Dans ces conditions, une délibération devra être prise par le nouveau coordonnateur du groupement et par chaque membre du groupement.

4 – MISSION DU COORDONNATEUR DU GROUPEMENT

Conformément aux dispositions de l'article L. 2113-7 du Code de la commande publique, le coordonnateur du groupement est chargé de procéder, dans le respect des règles prévues par

ledit Code, à l'organisation de l'ensemble des opérations de sélection du cocontractant, de signer et notifier le marché.

Il est notamment chargé de :

- Transmettre au contrôle de légalité et notifier la présente convention signée aux autres membres du groupement ;
- recueillir et synthétiser les besoins des adhérents ;
- élaborer le dossier de consultation des entreprises en ses pièces techniques, financières et administratives en collaboration avec le SCoT ;
- procéder aux opérations de mise en concurrence ;
- répondre aux questions des candidats ;
- rédiger le rapport d'analyse des offres en collaboration avec le SCoT ;
- organiser la Commission d'Appel d'Offres ;
- informer les candidats non retenus ;
- faire paraître les avis d'attribution ;
- signer le marché au nom des membres du groupement et le transmettre au contrôle de légalité ;
- notifier le marché au nom des membres du groupement ;
- représenter le groupement en cas de contentieux lié à la procédure de passation du marché.

Pour chacun des lots, chaque membre exécutera l'accord-cadre concerné pour ses propres besoins selon les modalités visées à l'article 6 infra

5 – COMMISSION D'APPEL D'OFFRES DU GROUPEMENT

Les membres du groupement décident que la Commission d'Appel d'Offres du groupement est celle du coordonnateur.

6 – OBLIGATIONS DES MEMBRES DU GROUPEMENT

Chaque membre du groupement a l'obligation de définir, préalablement au lancement des procédures, ses besoins propres : nature et étendue des besoins à satisfaire.

Chaque membre du groupement s'engage à assurer ses besoins propres, tels que figurant dans le cahier des charges et définis à l'article 1^{er} de la présente convention.

L'exécution du marché sera réalisée selon les modalités suivantes :

- exécution budgétaire par chaque membre du groupement de commandes (passation des bons de commandes, réception et paiement des factures, ...)
- exécution technique et opérationnelle également par chaque membre du groupement de commandes (envoi des ordres de services le cas échéant, passation des bons de commandes, gestion des livraisons/livrables)
- exécution juridique et administrative par chaque membre du groupement de commandes (reconduction, révision, application de pénalités, obtention des attestations fiscales et sociales, mesures coercitives, ...).

7 – FINANCEMENT – INDEMNISATION DES FRAIS

Les fonctions de coordonnateur ne donnent pas lieu à indemnisation.

Les coûts de procédure relatifs à la publicité (avis de consultation + avis d'attribution) sont à la charge du coordonnateur.

8 – DUREE DU GROUPEMENT

Le groupement est constitué à compter de la date d'effet de la présente convention.

Le groupement est constitué pour la durée de l'accord-cadre.

Le groupement peut, également, prendre fin de manière anticipée, par l'un des cas de résiliation de la présente convention, ou par avenant.

La résiliation ou la non reconduction du marché entraîne la résiliation de la présente convention.

Cette résiliation du marché ne peut intervenir que si toutes les parties en sont d'accord.

De même, un accord de toutes les parties est nécessaire pour décider de la non reconduction du marché.

9 - CONTROLE ADMINISTRATIF ET TECHNIQUE

Chaque membre du groupement se réserve le droit d'effectuer à tout moment les contrôles techniques et administratifs qu'il estime nécessaires.

Le coordonnateur devra donc laisser libre accès à tous les dossiers concernant l'opération.

Chaque membre du groupement peut demander à tout moment au coordonnateur la communication de toutes les pièces et documents relatives au marché.

10 - MESURES COERCITIVES - RESILIATION

Si le coordonnateur est défaillant ou ne respecte pas ses obligations, et après mise en demeure infructueuse, chaque membre du groupement peut résilier la présente convention ou procéder au remplacement du coordonnateur dans les conditions fixées à l'article 3 de la présente convention.

En cas de résiliation, il est procédé immédiatement à un constat contradictoire des prestations effectuées par le coordonnateur. Ce constat fait l'objet d'un procès-verbal qui précise en outre les mesures conservatoires que le coordonnateur doit prendre pour assurer la conservation et la sécurité des prestations exécutées. Il indique enfin le délai dans lequel le coordonnateur doit remettre l'ensemble des dossiers aux membres du groupement.

11 – LITIGES

A défaut d'accord amiable entre les parties, les litiges susceptibles de naître à l'occasion de la présente convention seront portés devant le Tribunal Administratif de TOULON.

Fait à Toulon, le

<p>Pour le Syndicat Mixte SCoT Provence Méditerranée</p> <p>Le Président</p> <p>Robert BENEVENTI</p>	<p>Pour la Métropole TPM</p> <p>Le Président</p> <p>Hubert FALCO</p>
--	--